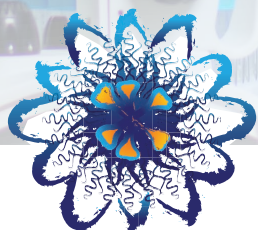


Renforcer l'égalité des genres et
l'inclusivité dans le système national
de la Science, de la Technologie et de
l'Innovation



PROFIL PAYS: CÔTE D'IVOIRE



Genre & Inclusion

UN PROJET DE L'INITIATIVE DES ORGANISMES
SUBVENTIONNAIRES DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE



Renforcer l'égalité des genres et
l'inclusivité dans le système national
de la Science, de la Technologie et de
l'Innovation:

PROFIL PAYS: CÔTE D'IVOIRE

Renforcer l'égalité des genres et l'inclusivité dans le système national de la Science, de la Technologie et de l'Innovation (STI) met en évidence les facteurs contextuels qui alimentent les disparités de genre et d'inclusivité dans le domaine de la STI (Science, Technologie et Innovation) en Côte d'Ivoire, ainsi que les options et les stratégies pour combler les écarts dans certains domaines d'impact politique de l'UNESCO tels que la promotion des STEM (Sciences, Technologies, Ingénierie et Mathématiques) et de l'avancement du genre (SAGA).

Ces domaines d'impact comprennent les normes sociales et les stéréotypes, l'éducation (primaire, secondaire et supérieure), contexte d'évolution professionnelle, le contenu et la pratique de la recherche, les politiques, l'entrepreneuriat et l'innovation.

Ce profil pays synthétise des données importantes pour les agences de financement, les chercheurs, les décideurs politiques et d'autres acteurs qui font progresser l'égalité des sexes et l'inclusivité dans les STI aux niveaux national, régional et international.

Remerciements

Ce profil pays fait partie d'une série couvrant 15 pays africains participant à l'Initiative des Conseils Subventionnaires de la recherche scientifique (Science Granting Councils Initiative, SGCI). Elle a été produite dans le cadre du projet SGCI sur le genre et l'inclusivité, dirigé par le Human Sciences Research Council (HSRC) d'Afrique du Sud en partenariat avec Gender at Work, Jive Media Africa et le Council for the Development of Social Science Research in Africa (CODESRIA). Le SGCI est une initiative financée par plusieurs bailleurs de fonds visant à soutenir le développement de la recherche et des politiques basées sur des données probantes qui contribuent au développement socio-économique. Elle implique la participation des Conseils Subventionnaires de la Recherche Scientifique (SGC) du Botswana, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de l'Éthiopie, du Ghana, du Kenya, du Malawi, du Mozambique, de la Namibie, du Rwanda, du Sénégal, de la Tanzanie, de l'Ouganda, de la Zambie et du Zimbabwe.

Citation suggérée

Lynch I., Middleton, L., Essop, R., Fluks, L., Isaacs, N., Agugua, A., Djoukouro, F., Kuetche, I., & Van Rooyen, H. (2023). *Renforcement de l'égalité des sexes et de l'inclusion dans le système national de Science, Technologie et Innovation: Profil pays: Côte d'Ivoire*. Cape Town, Afrique du Sud: HSRC.

Aperçu du pays



La Côte d'Ivoire est un pays d'Afrique de l'Ouest francophone qui partage ses frontières avec le Burkina Faso, le Ghana, le Libéria, le Mali et la Guinée. Le pays, ainsi que huit autres pays d'Afrique subsaharienne (SSA), ont obtenu leur indépendance de la France coloniale en 1960 (World Bank, 2023).

Le pays compte une population de plus de 27 millions de personnes, dont 48% vivent en milieu rural. Les femmes représentent 49% de la population et les hommes 51%. Bien que la proportion de femmes employées dans des emplois vulnérables ait diminué de 91% en 1995 à 81% en 2021, ce chiffre reste élevé, surtout en comparaison avec celui des hommes (64%) (World Bank 2021).

La Côte d'Ivoire a connu des troubles politiques et deux guerres civiles entre 1999 et 2011, affectant tous les secteurs productifs de l'économie, y compris, mais sans s'y limiter, la production alimentaire, l'éducation à tous les niveaux, ainsi que la recherche et l'innovation (Gaillard & Van Lill, 2014).

L'économie du pays continue de se redresser et le taux de pauvreté continue de diminuer. En 2019, 39,5% de la population du pays vivait en dessous du seuil de pauvreté national, contre 44,5% en 2015. Cependant, l'incidence de la pauvreté en milieu rural est deux fois plus élevée que celle en milieu urbain. La Côte d'Ivoire est désormais la troisième économie d'Afrique de l'Ouest et se classe au 12e rang parmi les économies des pays d'Afrique subsaharienne (World Bank, 2021).

La Côte d'Ivoire a réalisé des progrès vers de nombreux objectifs de développement durable (ODD), mais elle fait face à des défis dans certains domaines (Sachs et al., 2022; UN Women, 2020):

- Des défis importants persistent en ce qui concerne les villes et les communautés durables (ODD 11). Les progrès vers l'élimination de la faim (ODD 2) et l'accès à l'eau potable et à l'assainissement (ODD 6) ralentissent.
- Le pays est confronté à des défis et progresse lentement vers l'élimination de la pauvreté (ODD 1), la santé et le bien-être (ODD 3), le travail décent et la croissance économique (ODD 8), l'industrie, l'innovation et les infrastructures (ODD 9) ainsi que la paix, la justice et des institutions efficaces (ODD 16).
- Le pays est en bonne voie pour atteindre l'objectif d'une éducation de qualité (ODD 4), l'action pour le climat (ODD 13) et une consommation et une production responsables (ODD 12).
- L'égalité des sexes (ODD 5) présente des progrès lents. Seulement 47,6% des indicateurs sont disponibles pour surveiller les ODD de la Côte d'Ivoire sous l'angle du genre, en particulier en ce qui concerne les travaux de soins non rémunérés, les travaux domestiques et les principaux indicateurs du marché du travail tels que l'écart de rémunération entre les sexes. Comblers ces lacunes de données est essentiel pour atteindre les engagements relatifs au genre dans les ODD en Côte d'Ivoire.

Les disparités de genre et d'inclusivité ont un impact négatif sur le potentiel humain de la Côte d'Ivoire en matière de développement socio-économique

- Des disparités significatives entre les genres persistent en Côte d'Ivoire et sont associées à des lois, des normes et des pratiques inéquitables profondément enracinées, entravant l'accès des femmes et des filles aux opportunités, aux ressources et au pouvoir (Adoho & Alpaslan, 2023). Par exemple, les hommes (58%) ont plus d'autonomie dans la gestion des revenus du ménage que les femmes (36%), et les femmes bénéficient moins de l'éducation secondaire que les hommes (Koné et al., 2022).
- Les enquêtes sur les attitudes sociales rapportent une grande tolérance de la part de la population générale envers les personnes de différentes religions (98%) et ethnies (99%), ainsi qu'envers les immigrants et les travailleurs étrangers (95%). Cependant, le niveau de tolérance envers les personnes ayant des identités de genre et des orientations sexuelles différentes est faible, atteignant seulement 18% (Howard, 2020).
- Le pays a réalisé d'énormes progrès dans la réduction des disparités entre les sexes et des pratiques discriminatoires dans les institutions sociales cruciales de la famille, des libertés civiles, de l'autonomie reproductive et de l'accès aux ressources productives et financières entre 2019 et 2023 (Tableau 1, Index SIG).
- Malgré les progrès réalisés dans certains domaines, les facteurs structurels d'inégalité entre les genres, tels que les rôles de genre inégaux et les relations de pouvoir inégales entre les hommes et les femmes, persistent au sein des institutions sociales marquées par des libertés civiles restreintes et des discriminations au sein de la famille, donnant lieu à de multiples formes de discrimination à l'encontre des femmes, comme en témoigne la mauvaise performance du pays sur les indices de développement socio-économique ventilés par genre, tels que l'accès et l'autonomisation politique (Tableau 1).
- Malheureusement, ces indicateurs ne comprennent pas de données sur les identités marginalisées et les expériences croisées des femmes et des filles, telles que le handicap, ce qui entrave une compréhension nuancée des inégalités liées au genre et à d'autres aspects dans le pays.

TABEAU 1: Principaux indicateurs de genre pour la Côte d'Ivoire

Indice de développement humain (IDH) (UNDP, 2021)	
<p>Cet indice mesure la réalisation moyenne du développement humain dans trois dimensions: une vie longue et en bonne santé (santé), la connaissance (éducation) et un niveau de vie décent (maîtrise des ressources économiques). Plus la valeur se rapproche de 1, plus le niveau de développement humain du pays est élevé.</p>	<p>En 2021, la Côte d'Ivoire affichait un faible IDH de 0,550, légèrement supérieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne qui est de 0,547. Le pays occupe le 159e rang sur 189 pays en termes d'IDH. Entre 1990 et 2021, l'IDH de la Côte d'Ivoire a connu une augmentation, passant de 0,404 à 0,550.</p>
Indice d'inégalité entre les sexes (IIG) (UNDP, 2021)	
<p>Cet indice met en évidence les coûts en termes de développement humain des disparités entre les sexes dans trois domaines du développement humain: la santé reproductive (taux de mortalité maternelle et taux de naissances d'adolescentes), l'autonomisation (population ayant au moins un niveau d'éducation secondaire; part des sièges au parlement) et le marché du travail (taux de participation à la population active). Plus le score se rapproche de 1, plus les disparités entre les hommes et les femmes sont importantes et plus la perte en termes de développement humain est élevée.</p>	<p>La Côte d'Ivoire affiche une valeur de l'IIG de 0,613, ce qui la classe au 155e rang sur 191 pays dans l'indice de 2021. Lorsque les sous-indices décomposent cette valeur, une image plus nuancée des déséquilibres émerge.</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Les femmes occupent seulement 15,6% des sièges parlementaires en Côte d'Ivoire, ce qui est inférieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne qui est de 25,7%. ● En Côte d'Ivoire, seulement 23,9% des femmes adultes ont atteint au moins le niveau d'éducation secondaire, comparé à 32,2% chez leurs homologues masculins. Ces chiffres sont inférieurs aux moyennes de l'Afrique subsaharienne qui sont de 31,1% pour les femmes et de 44,3% pour les hommes. ● Pour chaque 100 000 naissances vivantes, 617 femmes décèdent des causes liées à la grossesse en Côte d'Ivoire, ce qui est supérieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne qui est de 536. ● Le taux de naissances chez les adolescentes est de 105 naissances pour 1 000 femmes âgées de 15 à 19 ans en Côte d'Ivoire, ce qui est similaire à la moyenne de l'Afrique subsaharienne qui est de 101. ● La participation des femmes (âgées de 15 ans et plus) sur le marché du travail en Côte d'Ivoire est de 45,9%, ce qui est inférieur à celle des hommes qui est de 64,9%. Ces chiffres sont également inférieurs à la moyenne de l'Afrique subsaharienne qui est de 62,1% pour les femmes et de 72,3% pour les hommes.
Social Institutions & Gender Index (SIGI) (Organisation for Economic Co-operation and Development, 2023)	
<p>Cet indice évalue l'étendue des institutions sociales discriminatoires - l'ensemble complexe de lois formelles et informelles, de normes sociales et de pratiques qui limitent l'accès des femmes et des filles à leurs droits, à la justice, aux opportunités, à l'autonomisation et aux ressources, et qui compromettent leur pouvoir d'action et leur autorité. Une valeur de 0% pour le SIGI indique l'absence de discrimination, tandis qu'une valeur de 100% indique une discrimination très élevée dans les institutions sociales.</p>	<p>En 2023, les institutions sociales en Côte d'Ivoire affichaient un taux de discrimination de 17,3%, ce qui représente une diminution de 25,7 points par rapport à 43% en 2019. La discrimination en Côte d'Ivoire est la plus élevée dans les domaines de l'intégrité physique restreinte et la plus faible dans la discrimination familiale et les libertés civiles restreintes.</p> <ul style="list-style-type: none"> ● L'intégrité physique restreinte (28,6%) englobe les institutions sociales qui rendent les femmes et les filles vulnérables dans ces domaines et limitent leur contrôle sur leur corps et leur autonomie reproductive (par exemple, les lois sur la violence contre les femmes, les mutilations génitales féminines et la liberté reproductive, la prévalence de la violence des partenaires intimes et le pourcentage de besoins non satisfaits en matière de planification familiale). ● L'accès restreint aux ressources productives et financières (14,6%) représente la limitation de l'accès des femmes aux actifs économiques essentiels et aux ressources, tels que la propriété foncière, la possession de comptes bancaires et l'écart entre les sexes dans les postes de direction. ● La discrimination familiale (12,4%) reflète la répartition du pouvoir au sein des ménages. Elle évalue dans quelle mesure les filles et les femmes peuvent être dévalorisées (par exemple, le taux de mariages précoces, l'écart entre les sexes dans les tâches de soins non rémunérées et le travail domestique, ainsi que les lois sur le divorce et l'héritage).
L'indice mondial de l'écart entre les sexes (GGGI) (World Economic Forum, 2022)	
<p>Cet indice mesure les écarts liés au genre dans l'accès aux ressources et aux opportunités, répartis en quatre catégories: la participation économique et les opportunités, l'acquisition de compétences éducatives, la santé et la survie, et l'autonomisation politique. Plus le score se rapproche de 1, plus la parité entre les genres est élevée.</p>	<p>Avec une valeur de 0,63 pour l'IGG en 2022, la Côte d'Ivoire a comblé 63% de son écart entre les sexes, se classant 133e sur 146 pays à l'échelle mondiale et 31e sur 36 pays d'Afrique subsaharienne. Lorsque les sous-indices détaillent cette valeur, une image plus nuancée des déséquilibres émerge, avec une plus grande parité en matière de santé et de survie, mais une faible parité en matière d'autonomisation politique.</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Santé et survie (98%) évalue la parité dans le ratio des sexes à la naissance et les années d'espérance de vie en bonne santé. ● Réussite scolaire (89%) évalue la parité dans le taux d'alphabétisation (93%) ainsi que la parité dans le pourcentage d'inscriptions dans l'enseignement primaire (93%) et secondaire (82%), et une parité de 78% dans l'enseignement supérieur. ● Participation et opportunités économiques (57%) évaluent la parité selon des mesures telles que le taux de participation à la force de travail (70%), l'égalité des salaires pour un travail similaire (67%), le pourcentage de femmes législatrices, de cadres supérieurs/dirigeants (44%) et de travailleurs professionnels et techniques (30%). ● L'autonomisation politique (0,087%) évalue la parité dans le pourcentage de femmes au parlement (0,166%), dans les postes ministériels (0,146%) et dans les années avec une femme chef d'État (0,00%).

STI (Science, Technologie et Innovation) et développement socio-économique durable

- Le gouvernement de Côte d'Ivoire a exprimé un fort engagement envers la STI en tant qu'élément essentiel du développement durable. Cependant, l'élaboration d'un écosystème politique solide en matière de STI est confrontée à des défis, notamment le manque de financement et une mise en œuvre des politiques inégales.
- La Constitution de 2016 (révisée en 2000) reconnaît le rôle de la loi dans la détermination des principes fondamentaux de l'éducation et de la recherche scientifique, ainsi que l'importance de la coopération avec d'autres États africains dans le domaine de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation technologique (Ministère de la Planification et du Développement de la Côte d'Ivoire, 2016; République de Côte d'Ivoire, 2016).
- Le Plan national de développement (2016-2020) met l'accent sur l'importance de la STI en Côte d'Ivoire. Il prévoit l'expansion des infrastructures de recherche, le renforcement des capacités des programmes de recherche et la commercialisation des résultats de recherche, ainsi que le renforcement de la capacité nationale en TIC (UNESCO, 2021).
- En 2012, le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ainsi que plusieurs instituts de recherche ont publié une politique soutenant la mise en œuvre de programmes de recherche nationaux dans le pays. Cette politique encourageait la synergie et le partenariat entre différentes entreprises, centres de formation, universités publiques et privées autour de projets innovants, mais sa mise en œuvre a été freinée en raison du manque de financement (Gaillard & Van Lill, 2014).
- Le pays ne dispose actuellement pas d'une politique STI, la politique Science, Technologie et Innovation (2014) étant en cours de révision. Cette politique expose les cadres juridiques et institutionnels ainsi que les instituts de recherche et les organisations créés ou restructurés entre 1971 et 2012 pour stimuler la STI. La politique souligne qu'avec tous ces progrès, aucune loi générale n'organise ce paysage et que la restructuration continue du ministère chargé de la recherche a eu un impact sur la recherche. Actuellement, le système STI relève de l'autorité du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (Direction de la Recherche Scientifique et de l'Innovation Technologique de Côte d'Ivoire, 2014).

- Le Programme d'Appui Stratégique à la Recherche Scientifique (PASRES) est un fonds compétitif destiné au financement de la recherche scientifique. Il vise à améliorer la quantité et la qualité des jeunes chercheurs grâce à des études doctorales et post-doctorales, à renforcer l'infrastructure de recherche et à soutenir la création d'un fonds national pour la STI. (Gaillard & Van Lill, 2014).
- Le Fonds pour la Science, la Technologie et l'Innovation (FONSTI) a été créé en 2018. Le FONSTI finance des programmes et des projets de recherche scientifique et d'innovation technologique, y compris les universités, les chercheurs et les enseignants-chercheurs, les start-ups technologiques et les innovateurs susceptibles d'avoir un impact sur le développement socio-économique et culturel de la Côte d'Ivoire (FONSTI, s.d.). Le FONSTI est en train d'élaborer une politique genre et a noué un partenariat avec le PASRES pour mettre en œuvre des interventions visant à surmonter les obstacles à la pleine participation des femmes à la STI (Lynch et al., 2023).
- Les publications scientifiques évaluées par des pairs et les brevets déposés par la Côte d'Ivoire, utilisés comme mesure de recherche et développement (R&D) et de l'innovation, indiquent ce qui suit:
 - La production de connaissances scientifiques de la Côte d'Ivoire a augmenté régulièrement, faisant passer le nombre de publications citables de 112 en 1996 à 770 documents en 2023, pour un total de 9 493.
 - Le pays se classe 20e sur 59 pays africains et 112e sur 243 pays à l'échelle mondiale en termes de publications scientifiques en 2023.
 - Les publications dans le domaine des sciences de la santé dominent avec 255 articles, reflétant la tendance régionale. Elles sont suivies par les sciences sociales (213), les sciences agricoles et biologiques (185), les sciences de l'environnement (139), la biochimie, la génétique et la biologie moléculaire (64) et les sciences de la Terre et planétaires (52) (Saric et al., 2018; Scrimajo, 2023).
 - La proportion d'articles rédigés avec des partenaires internationaux est significative et a augmenté de 62,5% en 1996 à 79,35% en 2022 (Scimago, 2023).
 - Parmi les 15 pays participant à l'Initiative des Conseils Subventionnaires de la Recherche Scientifique (Science Granting Councils Initiative – SGCI), la Côte d'Ivoire a enregistré une croissance négative (-1%) des publications liées au genre, bien en deçà du taux d'augmentation moyen de 6% (Figure 1) (Jackson et al., 2022; SGCI, s.d.).
 - En 2021, 41 brevets ont été déposés par des résidents, tandis que 656 brevets ont été déposés par des demandeurs étrangers en Côte d'Ivoire. Ces chiffres représentent respectivement une part de 8,1% des brevets africains et 34,6% des brevets d'Afrique de l'Ouest (The World Intellectual Property Organization, 2021).

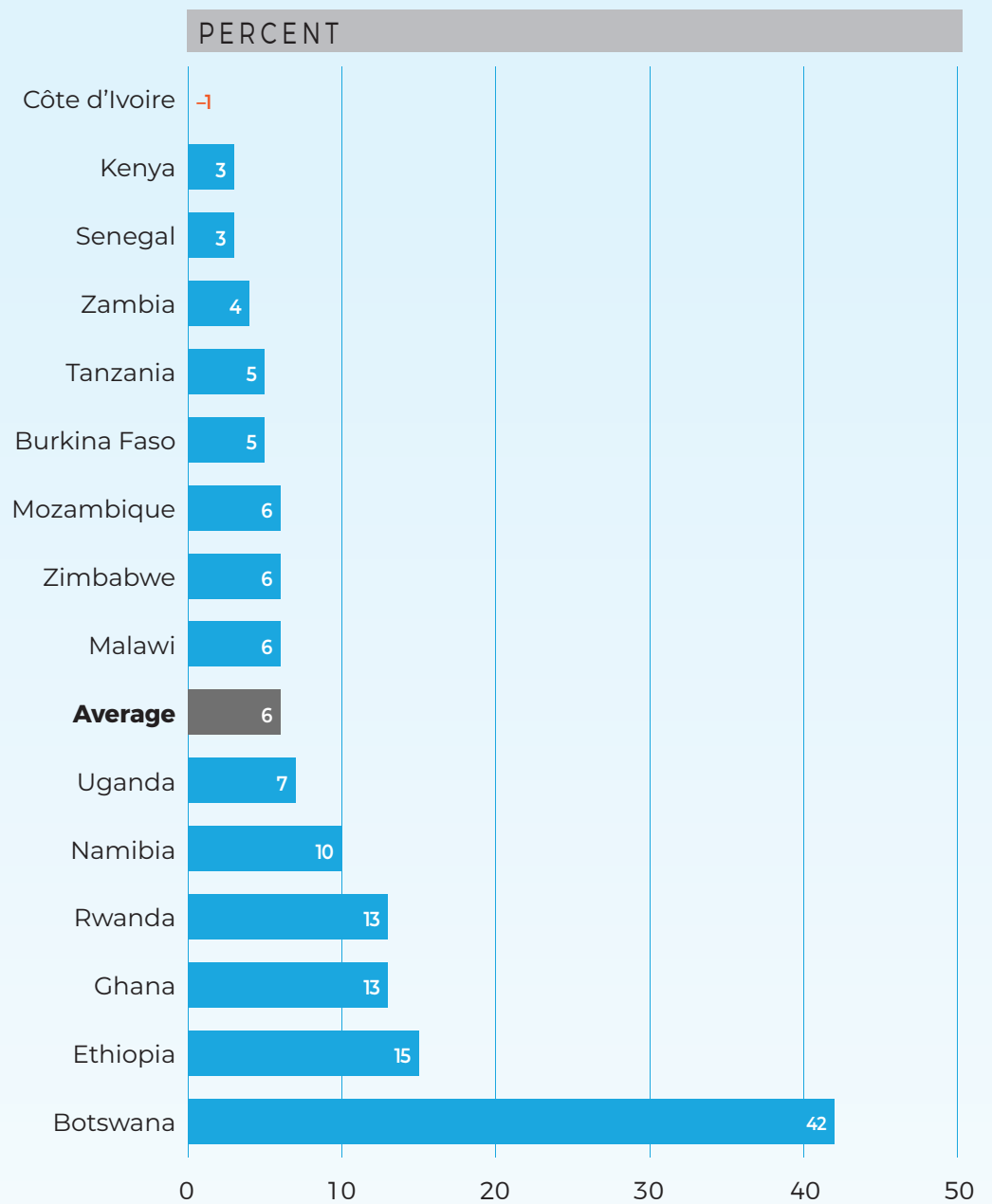


FIGURE 1: Pays africains participants au SGCI: augmentation en pourcentage (-1%) des publications liées au genre entre 2008 et 2017

Statut du capital humain pour la STI

- Les lacunes dans les données ventilées par genre peignent un tableau incomplet de l'état du capital humain en matière de STI en Côte d'Ivoire. Le manque de rapports de données réguliers sur le personnel en Recherche et Développement (R&D) constitue un défi mondial: "En 2018, 50 pays ont enregistré le nombre de chercheurs (en effectifs), contre 97 pays en 2015" (UNESCO, 2021, p. 47).
- En 2016, seulement 17% des chercheurs dans le pays étaient des femmes, contre 83% d'hommes (UIS, 2021).
- La répartition par domaine d'emploi montre qu'en 2016, les chercheuses étaient plus concentrées dans les organismes gouvernementaux (33%) et les organismes privés à but non lucratif (29%), suivies par l'enseignement supérieur (16%), sans données disponibles pour les entreprises privées (Figure 2) (UIS, 2021). La sous-représentation significative des chercheuses dans l'enseignement supérieur mérite d'être explorée.

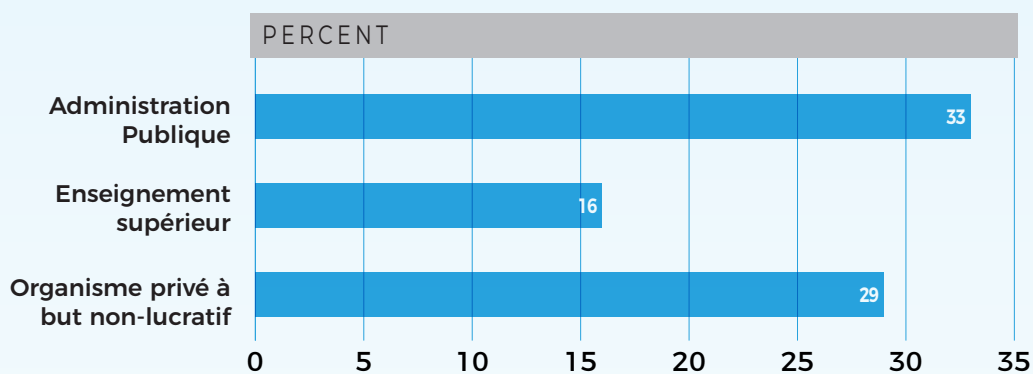


FIGURE 2: Proportion (%) de femmes dans la R&D par secteur d'emploi pour l'année 2016

- Malheureusement, le pays n'a aucune donnée dans la base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO concernant la répartition du personnel de recherche et développement (R&D) par catégorie d'emploi (c'est-à-dire chercheur, technicien ou personnel de soutien) ou par domaine scientifique (par exemple, sciences naturelles, sciences sociales, sciences humaines).
- ASTI, un réseau régional et mondial, fournit des données en libre accès sur les systèmes de recherche agricole dans les pays en développement. En Côte d'Ivoire, le nombre de femmes chercheuses qualifiées au niveau du doctorat dans ce domaine est en augmentation. Selon les données les plus récentes disponibles, le pays a augmenté le nombre de femmes chercheuses qualifiées au niveau du doctorat à temps plein, passant de 27 en 2014 à 38 en 2016 (Figure 3). Bien que le nombre d'hommes chercheurs dépasse celui des femmes dans ce domaine, leur croissance est remarquable (ASTI, s.d.).

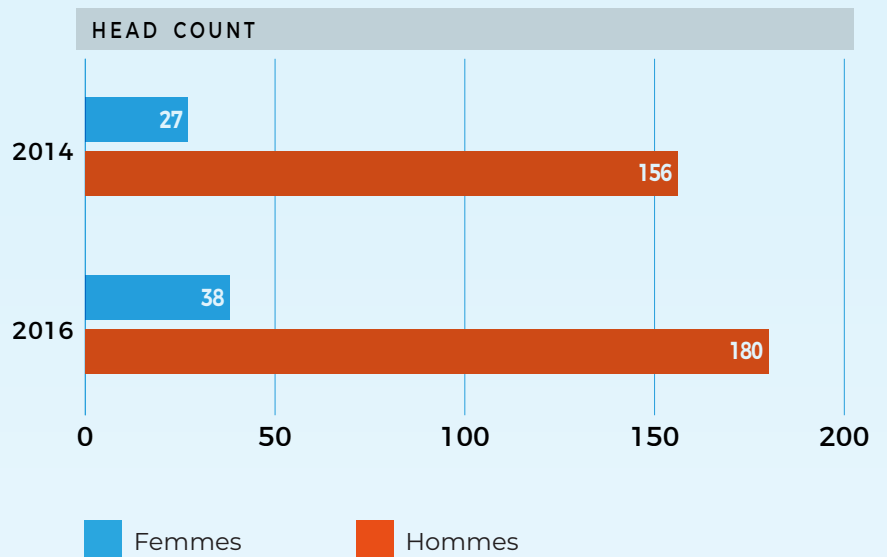


FIGURE 3: Nombre de chercheurs à temps plein (PhD) dans le secteur agricole selon le genre

Quels facteurs encouragent (découragent) la participation des femmes dans le système national de science, technologie et innovation?

Cadres réglementaires

- La Côte d'Ivoire accuse du retard dans le développement de l'infrastructure politique en matière de genre, et les défis de mise en œuvre limitent l'impact des politiques existantes. De plus, des systèmes culturels, structurels et institutionnels interconnectés perpétuent les inégalités de genre et ont un impact négatif sur la participation des femmes aux STI.
- **La Constitution de 2016** affirme le principe d'égalité. Elle interdit toutes les formes de violence ou de discrimination fondées sur le genre, la race, la religion, l'origine ethnique ou sociale, et affirme l'égalité d'accès et de contrôle des ressources de production (Ministère de la Planification et du Développement de la Côte d'Ivoire, 2016; République de Côte d'Ivoire, 2016).
- Le pays a ratifié la **Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes** (CEDEF) (CEDEF, 2018). Cependant, l'évaluation CEDEF de 2019 note que bien que le pays ait créé un Observatoire national de l'égalité et du genre en 2014 et un plan d'action

national visant à améliorer la collecte de données ventilées par sexe pour évaluer l'impact des politiques et programmes d'intégration du genre, le manque de financement dédié a entravé la mise en œuvre (CEDEF, 2019; Japan International Cooperation Agency, 2013).

- Le gouvernement a élaboré un projet de **Document politique national sur les opportunités égales, l'équité et le genre** en 2009 et 2018, mais cette politique n'a pas encore été adoptée (CEDEF, 2019; Zamble-Balie, 2019).
- Bien que le **Plan national de développement (2016-2020)** reconnaisse l'importance de lutter contre la violence sexiste, les mutilations génitales féminines et la participation égale des femmes aux organes de décision, l'égalité de genre n'est pas une question transversale de développement (CEDEF, 2019; Millennium Challenge Account, 2023).
- Le pays progresse dans la promotion de l'égalité des sexes dans le secteur de l'éducation. Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle a introduit un **Plan stratégique pour accélérer l'éducation des filles (2016-2018)** afin de remédier aux inégalités de genre dans le secteur (Millennium Challenge Account, 2023).
- La Côte d'Ivoire fait partie des rares pays africains à disposer d'une **politique de poursuite scolaire**, protégeant le droit des apprenantes enceintes de rester à l'école pendant toute la grossesse et de revenir lorsque elles sont prêtes (Human Rights Watch, 2022).

Normes sociales liées au genre et le parcours éducatif

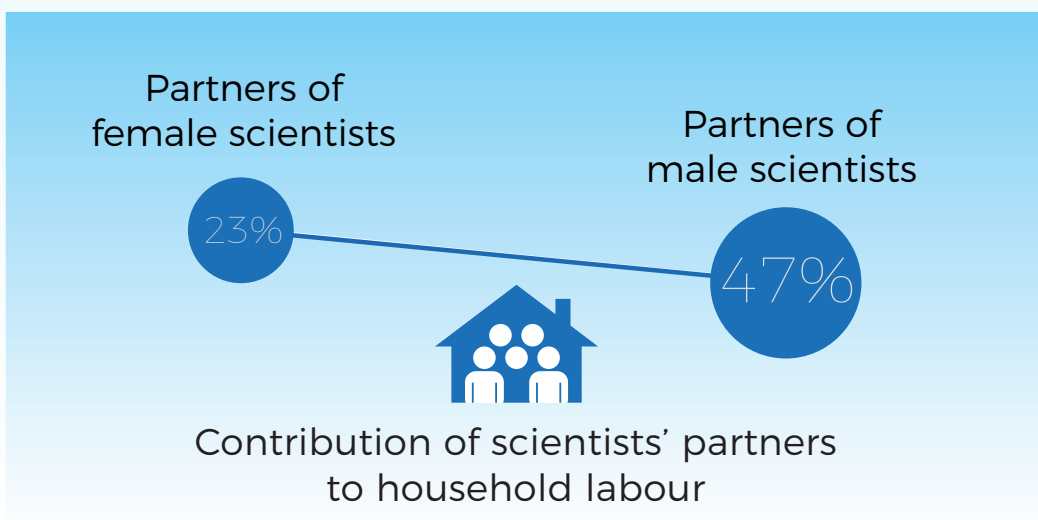
- La persistance du mariage des enfants, le manque d'opportunités d'éducation post-scolaire pour les filles et les femmes, le faible soutien à la gestion des menstruations dans les écoles, la violence liée au genre en milieu scolaire et la charge disproportionnée des travaux ménagers pour les filles et les femmes contribuent tous aux disparités de genre dans la réussite éducative (Kone et al., 2022; Rukundo et al., 2015; UN Women, 2023; UNESCO, 2020). La grossesse précoce reste un obstacle à l'éducation, particulièrement pour les filles confrontées à la pauvreté, au manque de services de garde et à un faible soutien social (Rukundo et al., 2015).
- Une réforme majeure de l'éducation a permis d'atteindre une parité entre les sexes presque complète dans les inscriptions à l'école primaire, mais des écarts entre les sexes apparaissent à mesure que les filles progressent dans chaque étape de leur scolarité. Les filles, notamment dans les zones rurales, rencontrent des obstacles plus importants à l'éducation (Rukundo et al., 2015; World Economic Forum, 2022).
- Le taux brut d'inscription des filles à l'école primaire est passé de 90% en 2016 à 93% en 2021. Fait intéressant, ce taux a diminué pour les garçons, passant de 97% en 2018 à 91% en 2021. Bien que le taux brut d'inscription des filles à l'école secondaire soit inférieur à celui des garçons, ce taux a augmenté de 18 points de pourcentage, passant de 38% en 2016 à 56% en 2021. De même, le taux pour les garçons a augmenté de 13 points de pourcentage, passant de 52% en 2016 à 65% en 2021 (UIS, 2021).

- Il n'existe pas de données sur les taux bruts d'inscription ou d'obtention de diplômes dans l'enseignement supérieur. Néanmoins, l'indice de parité entre les sexes pour l'éducation de la maternelle à l'enseignement supérieur était de 0,89 en 2020, avec un écart de parité de 11% (UIS, 2021).
- Le taux de bourses dans l'enseignement supérieur s'améliore pour les femmes, mais il reste systématiquement inférieur à celui des hommes. Par exemple, entre 2009 et 2013, le nombre de boursiers masculins a augmenté de 14% (passant de 383 à 434) et le nombre de boursières a augmenté de 22% (passant de 172 à 210) (Rukundo et al., 2015).
- Les jeunes en situation de handicap rencontrent d'importants désavantages à tous les niveaux de l'éducation. Cela est lié à la stigmatisation et à la discrimination, au manque de technologies d'assistance et à une mise en œuvre insuffisante des politiques de protection. Les jeunes en situation de handicap sont plus susceptibles d'être exclus de l'école que ceux sans handicap (Njelesani et al., 2018). Les filles et les jeunes femmes en situation de handicap rencontrent des obstacles supplémentaires liés au genre par rapport à leurs pairs masculins (Hui et al., 2018).
- Les lacunes dans les données concernant les taux d'inscription et d'obtention de diplômes dans l'enseignement supérieur, ventilées par genre, type de diplôme et domaine d'étude scientifique, rendent difficile une compréhension nuancée du parcours dans l'enseignement supérieur basé sur le genre, y compris pour la STI. Le manque de données ventilées selon d'autres facteurs, tels que le statut de handicap et la situation rurale, rend également difficile les efforts visant à lutter contre l'exclusion éducative.
- Les indicateurs permettant de suivre l'égalité de genre dans le développement humain (Tableau 1) révèlent les facteurs contribuant aux écarts et aux disparités entre les genres liés à la perte de potentiel de développement humain de la Côte d'Ivoire tout au long de la vie, y compris dans le domaine de la STI.

Normes de genre dans les sciences et contexte d'évolution professionnelle en STI

- La sous-représentation des femmes dans les domaines des sciences, de la technologie et de l'innovation (STI) en Afrique subsaharienne s'explique davantage par des pratiques discriminatoires qui empêchent la participation des femmes aux sciences que par des prétendues préférences ou aptitudes des femmes pour les STI. Les femmes sont sous-représentées dans les études supérieures en sciences, ce qui se traduit par des écarts de réussite et entrave leur progression de carrière dans la recherche. Les stéréotypes de genre dans les sciences associent davantage les réalisations scientifiques aux hommes qu'aux femmes. Le paysage des STI est truffé de stéréotypes de genre (Elu et Price, 2017; Huyer, 2019).

- Les biais de genre lors des processus d'évaluation des subventions ont un impact sur le succès des femmes à obtenir un financement pour leurs recherches (Sato et al., 2021). Une étude menée à l'échelle du continent a révélé que les hommes reçoivent davantage de financements que les femmes dans les domaines de l'ingénierie et des sciences appliquées (Fisher et al., 2020).
- D'autres facteurs limitent la participation des femmes aux STI, notamment le harcèlement sexuel sur le lieu de travail, les écarts de rémunération entre les genres, la précarité de l'emploi pour les jeunes femmes scientifiques qui occupent souvent des postes contractuels, et le manque de mentors et de modèles (Mukhawana et al., 2020; Prieto-Rodriguez et al., 2022; Prozesky & Mouton, 2019). Dans les institutions académiques, les femmes scientifiques ont généralement une charge de travail plus élevée en matière d'enseignement, de supervision et d'administration, ce qui leur laisse moins de temps pour la publication et la collecte de fonds. De manière intéressante, en tenant compte de cette charge de travail supplémentaire, les chercheuses en Afrique publient davantage que leurs homologues masculins (Beaudry et al., 2023).
- De manière écrasante, la barrière structurelle la plus souvent citée pour la pleine participation des femmes aux STI est la croyance et les attentes inégales liées au genre concernant leur rôle en tant que soignantes (Beaudry et al., 2023; Fisher et al., 2020; National Academies of Sciences, Engineering, and Medicine, 2020; Sougou et al., 2022). Une étude sur l'expérience professionnelle des scientifiques africaines note que l'équilibre entre travail et vie familiale était rapporté comme le défi professionnel le plus important pour 80% des femmes chercheuses. Dans l'ensemble, les partenaires masculins des scientifiques contribuent beaucoup plus (47%) que les partenaires des femmes scientifiques (23%) pour soulager la charge des tâches ménagères (Prozesky & Mouton, 2019).



- Une étude menée dans 17 pays africains, dont la Côte d'Ivoire, compare les performances des hommes et des femmes dans les programmes de doctorat en STIM (Fisher et al., 2020):
 - Les hommes et les femmes ont des taux de réussite similaires, mais les femmes prennent plus de temps pour obtenir leur doctorat. Cela s'explique par le fait que les femmes sont plus susceptibles que les hommes de faire une pause pour des raisons familiales telles que la maternité (11% des femmes contre 2% des hommes). Ce retard dans l'achèvement du doctorat pour les femmes est appelé "pénalité de la maternité".
 - Les femmes ayant une superviseuse féminine, ayant fréquenté un établissement doté de politiques en matière de genre et ayant poursuivi leur doctorat dans un département où le harcèlement sexuel de la part du corps professoral était perçu comme peu fréquent étaient plus susceptibles de terminer leur programme en temps voulu.
 - Le mariage pendant les études de doctorat a des impacts différents sur les hommes et les femmes. La productivité de publication des femmes diminue, tandis que celle des hommes augmente, probablement en raison des changements dans les responsabilités domestiques liées au mariage. Les recherches montrent de manière constante que le mariage bénéficie aux hommes tout en désavantageant les femmes en ce qui concerne la répartition des tâches ménagères.
 - Les normes de relations genrées sont également pertinentes. L'étude souligne que 33% des femmes mariées se sentaient obligées de minimiser leurs succès et leurs perspectives de carrière pour éviter les conflits avec leur conjoint.
- Les interventions visant à surmonter les obstacles liés au genre dans les environnements STI comprennent la mise en œuvre de politiques favorables à la famille et de structures qui soutiennent le rôle des femmes en tant que mères, l'incitation à l'implication des hommes dans la garde des enfants, la lutte contre le harcèlement sexuel en milieu de travail, ainsi que la création de réseaux et de liens plus larges pour les femmes dans les domaines des STEM, notamment grâce au mentorat et à un soutien supervisé (Fisher et al., 2020; Prieto-Rodriguez et al., 2022).
- Des réseaux d'acteurs intéressés et influents dans la promotion du genre et de l'inclusivité en STI en Côte d'Ivoire visent à créer un environnement favorable et émancipateur pour les femmes dans le domaine scientifique. Parmi ces acteurs, on peut citer l'association Sciences et Technologies au féminin, qui offre un soutien et un mentorat aux filles inscrites dans tous les domaines des STEM et des technologies de l'information et de la communication (TIC), en veillant à ce qu'elles disposent d'un bon système de soutien pour mener à bien leurs études.

Conclusion

L'exploitation de 100% du développement humain du pays pour un développement socio-économique accéléré est ancrée sur des instruments politiques tout le long de la chaîne STI. Le gouvernement de la Côte d'Ivoire a pris des mesures politiques pour promouvoir l'égalité de genre. Bien que le pays ait progressé dans l'amélioration des droits des femmes, l'impact de la politique nationale en matière de genre est atténué par une mise en œuvre inégale et des obstacles structurels à l'égalité, et les conséquences se manifestent par une discrimination persistante à l'encontre des filles et des femmes dans des domaines critiques des droits de l'homme et du développement.

Dans le contexte politique de la Côte d'Ivoire, les considérations relatives à l'égalité de genre et à l'inclusivité sont principalement conceptualisées en termes de disparités hommes/femmes. L'exclusion sociale et les désavantages basés sur des facteurs sociaux autres que le genre – tels que le handicap, l'origine ethnique, la diversité de genre, la localisation rurale/urbaine et le statut socio-économique – ne sont généralement pas pleinement pris en compte dans les politiques. L'application d'une perspective intersectionnelle aux questions de politique liées au genre permettra de mieux comprendre les systèmes d'inégalités interconnectés qui placent les femmes et d'autres groupes marginalisés dans une situation de désavantage dans le domaine de la STI.

L'absence de données actualisées sur l'éducation et la recherche et développement (R&D) ventilées par sexe, genre et autres stratificateurs de diversité entrave la capacité du gouvernement et d'autres acteurs de la STI à suivre la mise en œuvre et l'impact des politiques. De plus, très peu de conseils subventionnaires de la recherche scientifique en Afrique collectent et mettent à disposition des données liées au genre et à la diversité dans leurs processus de recherche et de gestion des subventions (Global Research Council, 2021).

Les tendances de publication montrent que la Côte d'Ivoire doit intensifier ses efforts pour stimuler la production de connaissances sur les questions liées au genre. Investir dans la recherche pour définir et promouvoir l'égalité de genre intersectionnelle dans la STI est essentiel. Les idées tirées de cette recherche approfondiront la compréhension de l'expérience vécue par les filles et les femmes dans leur diversité. Il est également essentiel de mener des recherches pour mieux comprendre les écarts dans la mise en œuvre des politiques liées au genre et à la STI. Ces efforts contribueront à permettre au pays d'atteindre des résultats de développement social, politique et économique équitables pour l'ensemble de sa population.

Références

- Adoho, F., & Alpaslan, B. (2023). Gender Equality, Economic Growth and Poverty in Côte d'Ivoire: A Quantitative Analysis. *SSRN Electronic Journal*. <https://doi.org/10.2139/ssrn.4287287>
- ASTI. (n.d.). *Data download*. <https://www.asti.cgiar.org/about>
- Beaudry, C., Prozesky, H., St-Pierre, C., & Mirnezami, S. R. (2023). Factors that affect scientific publication in Africa—A gender perspective. *Frontiers in Research Metrics and Analytics*, 8, 1040823. <https://doi.org/10.3389/frma.2023.1040823>
- CEDAW. (2018). *Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women. Fourth periodic report submitted by Côte d'Ivoire under article 18 of the Convention (due in 2015)*. <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N18/219/57/PDF/N1821957.pdf?OpenElement>
- CEDAW. (2019). *Concluding observations on the fourth periodic report of Côte d'Ivoire*. <http://citizenshiprightsafrika.org/cedaw-concluding-observations-cote-divoire-2019/>
- Côte d'Ivoire Directorate of Scientific Research and Technological Innovation. (2014). *National scientific research and technological development policy document*.
- Côte d'Ivoire Ministry of Planning and Development. (2016). *Prospective study. Côte d'Ivoire 2040*. Republic of Cote d Ivoire.
- Elu, J. U., & Price, G. N. (2017). Science labor supply in sub-Saharan Africa: Is there a gender disparity in preferences? *African Development Review*, 29(3), 367–375. <https://doi.org/10.1111/1467-8268.12274>
- Fisher, M., Nyabaro, V., Mendum, R., & Osiru, M. (2020). Making it to the PhD: Gender and student performance in sub-Saharan Africa. *PLOS ONE*, 15(12), e0241915. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0241915>
- FONSTI. (n.d.). *Fund for Science, Technology and Innovation (FONSTI)*. <https://fonsti.ci/>
- Gaillard, J., & Van Lill, M. (2014). *Science granting councils in Sub-Saharan Africa. Country report. Côte d'Ivoire*. IDRC.
- Global Research Council. (2021). *Gender-disaggregated data at the participating organisations of the Global Research Council: Results of a global survey*. Global Research Council.
- Howard, B. (2020). *All in this together: Africans tolerant on ethnic, religious, national, but not sexual differences* (Dispatch No. 362). Afrobarometer. https://afrobarometer.org/sites/default/files/publications/Dispatches/ab_r7_dispatchno362_pap17_tolerance_in_africa_2.pdf
- Hui, N., Vickery, E., Njelesani, J., & Cameron, D. (2018). Gendered experiences of inclusive education for children with disabilities in West and East Africa. *International Journal of Inclusive Education*, 22(5), 457–474. <https://doi.org/10.1080/13603116.2017.1370740>
- Human Rights Watch. (2022). *Education access across the African Union: A human rights watch index*. Retrieved from <https://www.hrw.org/video-photos/interactive/2022/08/29/brighter-future-empowering-pregnant-girls-and-adolescent>
- Huyer, S. (2019). Is the gender gap narrowing in science and technology? In *UNESCO Science Report* (pp. 85–103). UNESCO.
- Jackson, J. C., Payumo, J. G., Jamison, A. J., Conteh, M. L., & Chirawu, P. (2022). Perspectives on gender in science, technology, and innovation: A review of sub-Saharan Africa's science granting councils and achieving the Sustainable Development Goals. *Frontiers in Research Metrics and Analytics*, 7, 814600. <https://doi.org/10.3389/frma.2022.814600>
- Japan International Cooperation Agency. (2013). *Country gender profile. Côte d'Ivoire*. Mitsubishi UFJ Research and Consulting Co., Ltd. <https://openjicareport.jica.go.jp/pdf/12121877.pdf>
- Kone, J., Silwe, K., & Yeo, P. (2022). *Gender equality in Cote d'Ivoire. Efforts still need to be made* (Dispatch No. 653). Afrobarometer.
- Lynch, I., Middleton, L. E., Essop, R., Fluks, L., Isaacs, N., & Van Rooyen, H. (2023). *Embedding gender transformation in science, technology and innovation in context: Emerging priorities and practices of African Science Granting Councils*. HSRC.
- Millennium Challenge Account. (2023). *Action plan gender and inclusion social (PAGIS). Compact Ivory Coast*. https://www.mcacotedivoire.ci/uploads/MCA-CI%20DGIS%20GIS%20PLA%2001%2003_%20PAGIS%20Re%CC%81vision_3_V_%20ANO-1.pdf
- Mukhawana, A., Abuya, T., Matanda, D., Omumbo, J., & Mabuka, J. (2020). *Factors which contribute to or inhibit women in science, technology, engineering & mathematics in Africa*. https://www.aasciences.africa/sites/default/files/Publications/Women%20in%20STEM%20Report_Final.pdf

- Njelesani, J., Hashemi, G., Cameron, C., Cameron, D., Richard, D., & Parnes, P. (2018). From the day they are born: A qualitative study exploring violence against children with disabilities in West Africa. *BMC Public Health*, 18(1), 153. <https://doi.org/10.1186/s12889-018-5057-x>
- Prieto-Rodriguez, E., Sincoc, K., Berretta, R., Todd, J., Johnson, S., Blackmore, K., Wanless, E., Giacomini, A., & Gibson, L. (2022). A study of factors affecting women's lived experiences in STEM. *Humanities and Social Sciences Communications*, 9(1), 121. <https://doi.org/10.1057/s41599-022-01136-1>
- Prozesky, H., & Mouton, J. (2019). A gender perspective on career challenges experienced by African scientists. *South African Journal of Science*, 115(3-4), 1-5. <https://doi.org/10.17159/sajs.2019/5515>
- Republic of Cote D'Ivoire. (2016). *Cote d'Ivoire's Constitution of 2016*. https://www.constituteproject.org/constitution/Cote_Divoire_2016.pdf?lang=en
- Rukundo, E., Yossa, T., & Kouassi, E. (2015). *Country gender profile. Republic of Côte d'Ivoire*. Gender and Social Development Monitoring Division, African Development Bank.
- Sachs, J., Lafortune, G., Kroll, C., Fuller, G., & Woelm, F. (2022). *Sustainable development report 2022*. Cambridge University Press.
- Saric, J., Utzinger, J., & Bonfoh, B. (2018). Research productivity and main publishing institutions in Côte d'Ivoire, 2000-2016. *Globalization and Health*, 14(1), 88. <https://doi.org/10.1186/s12992-018-0406-1>
- Sato, S., Cygax, P., Randall, J., & Mast, M. (2021). The leaky pipeline in research grant peer review and funding decisions: Challenges and future directions. *Higher Education*, 82, 145-162.
- Scrimajo. (2023). *Scrimajo Journal and Country Rankings. Cote d Ivoire*. <https://www.scimagojr.com/countrysearch.php?country=CI>
- SGCI. (n.d.). *Gender in science, technology, and innovation: A Review of sub-Saharan Africa's Science Granting Councils*. Science for Public Policy.
- Sougou, N. M., Ndiaye, O., Nabil, F., Folayan, M. O., Sarr, S. C., Mbaye, E. M., & Martínez-Pérez, G. Z. (2022). Barriers of West African women scientists in their research and academic careers: A qualitative research. *PLOS ONE*, 17(3), e0265413. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0265413>
- The World Bank. (2023). *The World Bank in Cote D Ivoire*. <https://www.worldbank.org/en/country/cotedivoire/overview>
- The World Intellectual Property Organization. (2021). *Intellectual property statistical country profile 2021. Cote D Ivoire*. <https://www.wipo.int/edocs/statistics-country-profile/en/ci.pdf>
- UIS. (2021). *Science, technology and innovation*. http://data.uis.unesco.org/Index.aspx?DataSetCode=scn_ds
- UN Women. (2020). *Making women count. Côte d'Ivoire*. <https://data.unwomen.org/country/cote-divoire>
- UN Women. (2023). *Global database on violence against women. Cote d Ivoire*. <https://evaw-global-database.unwomen.org/fr/countries/afrique/cote-d-ivoire/2016/article-5-of-the-2016-constitution>
- UNESCO. (2020). *Global education monitoring report*. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000374514>
- UNESCO. (2021). *UNESCO Science Report: The Race Against Time for Smarter Development* (pp. 1-758). UNESCO Publishing. https://www.congreso.es/docu/docum/ddocum/dosieres/sleg/legislatura_14/spl_44/pdfs/38.pdf
- World Economic Forum. (2022). *Global gender gap report*. World Economic Forum.
- Zamble-Balie, G. (2019). *Implementation evaluation report 25 years after the adoption of the Beijing Declaration. Cote D' Ivoire*. ONU FEMMES United Nations.

